

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOVO NORDISK PRODUCTION SAS**

45 avenue d'Orléans  
BP 60111  
28002  
28000 Chartres

Références : IC240067  
Code AIOT : 0010000305

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement NOVO NORDISK PRODUCTION SAS situé 45, avenue d'Orléans 28000 Chartres. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVO NORDISK PRODUCTION SAS
- 45, avenue d'Orléans 28000 Chartres
- Code AIOT : 0010000305
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

NOVO NORDISK Chartres est un site de production de cartouches et de flacons d'insuline, ainsi que de stylos injecteurs pré-remplis.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites données à l'inspection précédente du 19 octobre 2022
- la gestion du risque légionellose
- les moyens de lutte contre l'incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 4.1.10	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Tours aéroréfrigérantes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. a)	Sans objet
4	Transmission des résultats des données de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions (GEREP)	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
6	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
7	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats établis lors de l'inspection confirment le respect par l'établissement NOVO NORDISK de Chartres des prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite qui avait été actée : soldé</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. [...] Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constaté le 7 décembre 2021</u> : Les dispositifs de sécurité (porte coupe-feu, sprinklage) présentent des anomalies. Par courriel du 2 mars 2022 en réponse à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 26 janvier 2022 de la société LPSécurité justifiant de la réparation des portes coupe feu n°7, n°8 et n°5. Le sifflement persistant et anormal pouvant nuire au fonctionnement futur du groupe motopompe n'a pas été relevé par la suite lors des opérations de maintenance du système d'extinction automatique.</p> <p><u>Inspection du 21 septembre 2023 :</u> Le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 du système d'extinction automatique réalisé en mars 2023 par la société TYCO relève en conclusion un point de non-conformité susceptible de mettre en échec le système et un point de non-conformité à lever au plus vite. Ces points de non-conformité ont été relevés pour la première fois le 12/10/2022 : - suite à une fuite du réseau enterré, les vannes de barrage pour connecter les locaux NP1 et NP3 sont fermées induisant un risque d'échec de l'installation. - hotte non protégée par sprinkler au niveau de la zone de vente de sandwich. Une de ces deux non-conformités ainsi que les remises en état à effectuer ont fait l'objet de travaux de réparation justifié par des bons de travaux (WO) de la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur. Le système d'automatisation de la liaison sprinkler est annoté en attente de devis (WO 62264979) dans le compte-rendu. L'exploitant indique que ce dernier a été levé par une intervention de maintenance le 25 avril 2023.</p> <p><b>Justifier que le système d'extinction automatique a été jugé opérationnel lors de la vérification semestrielle Q1 du deuxième semestre 2023.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 2 : Installation de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 4.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite qui avait été actée : soldé</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2022</li></ul>

<b>Prescription contrôlée :</b> La zone de stockage est équipée d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes NF C 17 100 et NF C 17 102.
<b>Constats :</b> <u>Constaté le 7 décembre 2021</u> : Les installations de protection contre la foudre présentent des anomalies. Par courriel du 2 mars 2022 en réponse à l'inspection, l'exploitant a transmis un échéancier des travaux des installation de protection contre la foudre : - finalisation des études techniques en septembre 2022 - travaux ne demandant pas de coupure électrique du site de juin 2022 à juin 2023 - travaux parafoudre type 1 : de juin 2023 à septembre 2024 - travaux parafoudre type 2 : de septembre 2024 à juin 2025. <u>Constaté le 21 septembre 2023</u> : Les études techniques ont été finalisées en août 2022. Seuls deux points des travaux ne demandant pas de coupure électrique restent à réaliser en octobre 2023. Les travaux parafoudre de type 1 et 2 sont réalisés. Un contrôle par l'APAVE est prévu avant fin 2023.  <b>Le rétroplanning de mise en conformité pour lever des remarques de type 3 n'est pas établi.</b>  Dans le temps de rédaction du rapport, l'exploitant a indiqué par courriel du 26 septembre 2023 que les travaux parafoudre de type 3 seront réalisés dans la période de septembre 2024 à juin 2025.  <b>Justifier que les travaux restants à réaliser et à contrôler par l'APAVE avant la fin 2023 sont réalisés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 3 : Tours aéroréfrigérantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence des prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses mensuelles en 2023 des Legionella pneumophila sur les circuits des tours aéroréfrigérantes BALTIMORE et EVAPCO ne montrent aucun dépassement du seuil de 1000 UFC/l.
<b>Les déclarations sont effectuées sur la plateforme GIDAF.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Transmission des résultats des données de surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des données de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<p><b>Constats :</b>  Les données d'autosurveillance prescrites à l'exploitant sont relatives aux résultats des mesures des rejets d'eau industrielle dans le réseau communal et aux résultats des analyses de Legionella pneumophila dans les circuits des deux tours aéroréfrigérantes de l'établissement.  Les déclarations sont effectuées à périodicité mensuelle.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, les résultats des analyses mensuelles en 2023 des Legionella pneumophila sur les circuits des tours aéroréfrigérantes BALTIMORE et EVAPCO ne montrent aucun dépassement du seuil de 1000 UFC/l.</p> <p>Sur les rejets dans les eaux superficielles, l'établissement relève un dépassement récurrent du débit maximum instantané des rejets d'eaux industrielles épurées prescrit par arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2021.  L'exploitant indique en commentaire que ces dépassements sont liés à l'activité du site limitée à 140 m3/h en débit maximum instantané (VLE) prescrit par arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2021 soit 0.03888 m3/s.</p> <p><b>Le cadre GIDAF indique quant à lui une valeur limite inférieure à la VLE prescrite qui doit être corrigée par l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Déclaration annuelle des émissions (GEREP)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p> <p><b>Constats :</b>  <b>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets pour 2022 n'a pas été finalisée.</b>  L'exploitant souligne qu'il n'a pas pu accéder à sa déclaration pour la finaliser avant le 31 mars 2022.</p> <p><b>Observations :</b>  L'inspection rappelle que la déclaration doit être validée par l'exploitant avant le 31 mars 2024 pour les données 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique des groupes froids
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.  La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.  Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements.  La nouvelle vignette est substituée à la précédente.  La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>

<p><b>Constats :</b>  L'inspection relève la présence de plusieurs étiquettes de contrôle d'étanchéité apposées sur un même groupe froid.  L'étiquette la plus récente justifie de l'étanchéité du groupe contrôlé.</p> <p>Par courriel du 26 septembre 2023, l'exploitant a transmis des photographies des groupes froid pour preuve de la remise en conformité du contrôle d'étanchéité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Equipements sous pression**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter en inspection la liste des équipements sous pression tenue à jour.</p> <p>Par courriel du 26 septembre 2023, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression mise à jour.</p> <p>L'inspection ne relève pas d'anomalies relatives aux inspections et aux requalifications périodiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>